

Maputo : game over ?

Tribune - Edito par Ndimby A. 14/09/09

L'expérience des crises politiques à Madagascar montre qu'à chaque tentative de rapprochement entre les extrêmes, lesdites extrêmes s'arrangent pour perturber le processus d'apaisement, au détriment des modérés de chaque bord et surtout du peuple Malgache. En effet, **quand la détente favorise la réconciliation, ceux qui risquent d'y laisser des plumes (autrement dit leurs postes) s'arrangent pour précipiter le pays dans une zone de turbulences.**

Alors que le Professeur Zafy avait réussi à obtenir du Président de la Haute autorité de transition (HAT) sa participation à une réunion des quatre mouvances pour dimanche dernier, le Premier ministre Monja Roindefo sauta sur le prétexte des événements de vendredi pour annoncer le refus de la mouvance Rajoelina d'honorer l'invitation du Professeur Zafy.

Souvenons nous également qu'en Juillet 2009, alors que le Groupe international de contact (GIC) avait réussi à convaincre les quatre chefs de mouvance de se rencontrer à Addis-Abeba, une opération de bombes artisanales vit soudain le jour. Une enquête à développement rapide et stupide a établi à la vitesse TGV que les commanditaires étaient un groupe de technocrates pro-Ravalomanana. Andry Rajoelina en fit un motif pour monter sur ses grands chevaux et annoncer qu'il renonçait à aller dans la Capitale éthiopienne, car selon lui « on ne se mettait pas à table avec des terroristes ». Il refusa donc aux autres mouvances et à la communauté internationale le « privilège » et « l'honneur » (sic et re-sic) de se mettre à table avec un putschiste.

Revenons même jusqu'en mai 2002. Deux jours avant Dakar II, alors que bruissait la rumeur d'un futur accord entre Didier Ratsiraka et Marc Ravalomanana pour un nouveau Premier ministre de consensus, Jacques Sylla décida d'effectuer une prise du Palais de Mahazoarivo par la force. Tantely Andrianarivo fut arrêté, mais le principal résultat était un message très clair en direction de Marc Ravalomanana, qui avait intronisé Jacques Sylla comme PM quatre jours après son coup d'Etat du 22 février 2002 [1] : il faudra compter avec lui, qui avait accepté de prendre les risques au plus fort de la crise, et il ne fallait pas s'attendre à le voir accepter de sacrifier son siège sur l'autel du consensus et de la réconciliation. Andraso eo i Paoly, comme disent les jeunes pour qualifier le peu de chances de voir une illusion devenir une réalité. Andraso eo i Jacques en 2002. Andraso eo i Monja en 2009.

Consortium Araldite - Uhu - SuperGlu

Ouvrons ici une petite parenthèse, **car sur certains aspects, le parallèle entre l'après-Dakar (2002) et l'après-Maputo (2009) est assez frappant. Il est maintenant de notoriété nationale et internationale que c'est Monja Roindefo qui s'accroche à Mahazoarivo et est le principal obstacle à l'application consensuelle des Accords de Maputo.** Il est soutenu en cela par des personnalités assez floues de la Haute autorité de transition, par certains chefs de l'armée, par des groupes mettant en avant des arguments ethnicistes, sans oublier les révolutionnaires communistes du MONIMA dont le soixante-huitardisme vieillit mal au soleil. Fin de parenthèse.

Comment donc interpréter les événements depuis vendredi dernier, et la hausse de tension que l'on peut attendre pour cette semaine ? Pour ceux qui ne l'auraient encore lu, je recommande vivement le superbe éditorial de Patrick A. de samedi dernier, qui développe toutes les options. Pour ma part, je ne suis pas réfractaire à la thèse qui dit que les voyous qui se sont greffés sur la manifestation pour commettre jets de pierres et détériorations matérielles sont les écrevisses marbrées qui se sont illustrées pour favoriser l'accès de Andry Rajoelina au pouvoir. Mais cette

fois-ci, elles auraient agi sur commande pour discréditer l'opposition dans ses velléités d'union et de conquête de la rue. Et surtout, pour faire barrage à l'ouverture requise par Maputo, qui se traduira inmanquablement par une recomposition de l'Exécutif. Or **par rapport à leur attachement à leurs fauteuils actuels, certains de nos politicards sont des publicités ambulantes pour le consortium Araldite - SuperGlu - Uhu.**

Bien entendu, et je l'admets bien volontiers, cette thèse est une supputation comme une autre, que je me permets de faire sans aucun état d'âme. Elle va juste dans le sens contraire de celles d'autres journalistes et chroniqueurs radios pro-HAT, qui supputent très facilement sur les responsabilités des leaders et des manifestants légalistes dans de tels débordements, sans que les hâtifs qui gambadent comme des cabris dans le forum n'y trouvent à redire.

D'ailleurs, concernant les événements de vendredi et samedi, empruntons un moment la fameuse question de la méthode policière, à défaut de méthode scientifique faute de coach pertinent : « à qui profite le crime ? ». Car ni avant Addis-Abeba en Juillet, ni avant la rencontre organisée par Albert Zafy et prévue pour dimanche, la mouvance Ravalomanana n'avait intérêt à se décrédibiliser et montrer un visage de voyou. C'est donc elle qui a le plus à perdre d'une exacerbation de la tension dans le contexte actuel. Par contre, la plupart des membres du pouvoir de transition actuel a intérêt à empêcher un consensus, pour les raisons détaillées plus haut.

Grosse erreur stratégique

Il faut donc savoir ce que l'on veut. **Si l'objectif est d'obtenir un apaisement, il aurait fallu donner à l'initiative du Professeur Zafy toutes ses chances, avant de décider de revenir à des initiatives qui peuvent favoriser les extrémismes** : celui des anti-HAT qui ont envie de montrer leur colère, celui des pro-HAT qui ne cherchent qu'à justifier la répression, et celui des crétins téléguidés payés par un bord ou l'autre pour effectuer certains méfaits, voire des méfaits certains. On l'a dit plusieurs fois, la violence appelle la violence, et seuls les faucons et ceux d'origine peuvent se complaire dans cette logique imbécile.

C'est pour cette raison que la remise sur les rails de manifestations dans la rue dès la fin de la semaine dernière était une grosse erreur stratégique des leaders légalistes, même si on peut comprendre que l'objectif était de trouver dans un fort rassemblement populaire anti-HAT un argument lors la rencontre entre les quatre mouvances. Et en effet, la foule présente à Ambohitovo et Analakely valait bien au moins autant que celle du 13-Mai de Janvier à Mars. Mais primo, l'union des mouvances Ravalomanana - Zafy - Ratsiraka sur le principe de descente dans la rue n'était pas encore acquise. Secundo, dans la mesure où le Professeur Zafy avait posé un ultimatum de 72 heures qui n'était pas encore expiré, il aurait été plus sage d'attendre. Tertio, il aurait fallu faire précéder le retour dans la rue d'une meilleure communication sur l'objectif et aussi d'une meilleure organisation. Par exemple, faire monter au créneau les personnes concernées par l'AGOA (patrons, syndicats, ouvriers) pour démontrer l'idiotie congénitale de ceux qui disent, sans doute après une surdose de djamal ou de galeoka : « AGOA, tant pis pour toi, tu seras un oeuf cassé pour l'omelette de la révolution ». Quarto, **la forte motivation (pour raisons nébuleuses mais que l'Histoire nous dira peut-être un jour) de certains chefs de l'armée à protéger envers et contre tout et tous le siège de Andry Rajoelina n'a pas encore trouvé de solution.** Toute manifestation anti-transition se retrouvera donc inmanquablement réprimée. En effet, **le maintien de l'ex-DJ au pouvoir est la garantie qu'aucun compte ne sera à rendre sur la mutinerie, et que le Bianco ne s'intéressera pas à ses motivations.**

Le retour dans la rue dès vendredi était donc irrfléchi, mal préparé et trop improvisé pour être efficace : comme nous l'avions écrit jeudi dernier, le défaut de la lutte des légalistes est d'agir avec plus d'émotion que de réflexion. Après le Minoa fotsiny ihany, le syndrome du Entim-po fotsiny tokoa... Il a contrecarré l'approche méritoire du Professeur Zafy qui voulait encore donner une

chance à la paix avant de passer à une autre étape. Et enfin, il a donné la plate-forme idéale à ceux qui avaient besoin de prétextes pour briser toute chance de dialogue entre les mouvances. Car **le gâteau de cette transition fragile et sans beaucoup de contrôle étatique est une véritable aubaine, que certains n'ont sans doute pas très envie de lâcher.** A titre d'exemple, qui peut imaginer que le trafic de bois de roses ou même les rackets de scooters se passent aussi impunément sans « haute protection » ?

La défense de tels intérêts valait donc bien le recrutement et le financement de gros bras et de brutes épaisses, ce qui n'était pas un problème pour ceux qui avaient l'expérience de ces fréquentations et de ces méthodes. Il est facile sur la base de ces dérapages organisés, d'accuser les légalistes d'être la cause de troubles, d'en arrêter les leaders pour décapiter le mouvement, d'envoyer valser les médiations et d'opposer systématiquement les bidasses aux prochaines manifestations. Les apprentis-sorciers qui usent de ces manipulations ont encore de beaux jours devant eux dans l'entourage de Andry Rajoelina, car celui-ci ne s'en aperçoit apparemment pas : s'agit-il à son niveau d'incompétence, de naïveté, d'insouciance, d'inconscience ou tout simplement d'impuissance ?

Devant cet état de choses, on peut donc être de plus en plus être certains que les Accords de Maputo sont bel et bien enterrés. Et que leur esprit est en passe de rejoindre l'enfer des illusions perdues. En attendant que leurs fossoyeurs les y rejoigne.

Notes

[1] Ces mots vont encore provoquer le courroux des Zanak'i Dada. Rappelons-nous cependant avec objectivité que le Consortium d'observation des élections avait déterminé que personne n'avait gagné au premier tour, malgré les dires du Cardinal Razafindratandra, qui annonçait dès le 16 janvier 2002 la victoire de son ami sur la base de la confrontation partielle de 75% des procès-verbaux. Rappelons-nous également que rien dans la Constitution ne prévoyait qu'en cas de litige électoral, le Directeur de campagne d'un candidat n'était habilité à proclamer la victoire de son poulain, comme Rajemison Rakotomaharo l'avait fait le 20 février 2002. Et rappelons-nous enfin que la Loi est très claire sur les conditions d'investiture d'un Président, qui ont été loin d'être remplies pour ce 22 février 2002

Source : <http://www.madagascar-tribune.com/Maputo-game-over,12716.html>